

## FICHE 7 FORMATION DES PSYEN

Références : Arrêté du 23 août 2017 fixant les modalités de stage, d'évaluation et de titularisation des psychologues de l'éducation nationale stagiaires ; Arrêté du 26 avril 2017 relatif au référentiel de connaissances et de compétences des psychologues de l'éducation nationale ; Bulletin officiel n°17 du 26 avril 2018.

### I. Formation des PsyEN

Les psychologues de l'Éducation nationale stagiaires suivent pendant une année scolaire, une formation rythmée par un **stage pratique de mise en situation professionnelle accompagnée** au sein d'écoles publiques du 1er degré dans un réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), **au CIO et dans les établissements publics locaux d'enseignement du secteur du CIO selon la spécialité** choisie, et par des cours dispensés à l'université Lyon 2 dans l'institut de Psychologie en charge de la formation des psychologues de l'Éducation nationale, en lien avec l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE).

### II. Les acteurs de l'accompagnement, de l'évaluation et de la titularisation des stagiaires

L'accompagnement des psychologues de l'éducation nationale stagiaires est assuré par un tuteur, psychologue de l'éducation nationale expérimenté, exerçant en circonscription du 1<sup>er</sup> degré ou en CIO selon la spécialité choisie.

Le tuteur veille à présenter au psychologue de l'éducation nationale stagiaire des situations de travail variées afin de lui permettre d'appréhender l'ensemble des interventions pouvant être conduites par le psychologue de l'éducation nationale tout au long de l'année, en lien avec le référentiel de compétences. Il repère les situations de travail formatrices pour le stagiaire en prenant en compte les compétences et les expériences acquises par ce dernier. Il veille également à ce que le stagiaire engage une réflexion sur la déontologie en jeu dans les situations rencontrées à partir du code de déontologie des psychologues, et de la déontologie, des droits et obligations des fonctionnaires (loi n° 2016-483 du 20 avril 2016). Les liens entre les apports théoriques et la pratique sont recherchés en incitant à la réflexion, et en proposant des éclairages sur les situations rencontrées. Le tuteur est chargé de suivre l'évolution de l'acquisition des compétences professionnelles du stagiaire au regard du référentiel de compétences du PsyEN et à partir de la grille d'évaluation nationale.

**Les modalités d'évaluation du stage et de titularisation** des psychologues de l'éducation nationale sont précisées par l'arrêté du 23 août 2017 cité en référence. Dans le bulletin officiel du 26 avril 2018, la note de service fixe les grilles d'évaluation des stagiaires exerçant leurs fonctions dans la spécialité éducation, développement et apprentissages (EDA) et dans la spécialité éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle (EDO), prévues par cet arrêté. Elle prévoit un modèle de dossier d'évaluation et de titularisation propre à ces stagiaires et appelle l'attention des recteurs compétents sur certaines formalités à respecter.

#### 1) Modalités et grilles d'évaluation

1.1 Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 23 août 2017, le jury de titularisation évalue l'aptitude professionnelle du stagiaire et valide son parcours de formation sur le fondement du référentiel de compétences prévu par l'arrêté du 26 avril 2017 cité en référence, et au vu des éléments suivants :

#### 1° Avis de l'inspecteur de l'éducation nationale ou du directeur de centre d'information et d'orientation :

- **Pour les stagiaires issus de la spécialité EDA** : avis de l'inspecteur de l'éducation nationale désigné par le recteur, établi à partir de la grille d'évaluation « EDA » fixée en annexe, après la consultation du rapport du tuteur désigné par le recteur pour accompagner le stagiaire lors de sa période de mise en situation professionnelle dans les écoles du 1<sup>er</sup> degré, dans le cadre du RASED ;

- **Pour les stagiaires issus de la spécialité EDO** : avis du directeur de centre d'information et d'orientation, établi à partir de la grille d'évaluation EDO fixée en annexe, après consultation du rapport de stage du tuteur désigné par le recteur pour accompagner le fonctionnaire stagiaire pendant sa période de mise en situation professionnelle en CIO et en EPLE.

Le rapport du tuteur, rédigé sur papier libre, doit retracer l'évolution de la pratique du stagiaire et souligner la dynamique des progrès réalisés, dans le cadre fixé par le référentiel de compétences.

**2° Ces avis sont complétés, pour les stagiaires de chacune des spécialités EDA et EDO** « par l'avis du directeur de l'Inspe, qui intervient au terme de l'année de formation, en lien avec le responsable de la formation. Cet avis tient compte de l'implication du stagiaire dans la formation et des compétences acquises par ce dernier ainsi que de son écrit professionnel réflexif dont les objectifs sont définis (à l'annexe de l'arrêté du 23 août 2017) ». Il convient de veiller à ce que cet avis, notamment s'il est défavorable, tienne compte des attendus précités. Ces modalités d'évaluation sont applicables à l'ensemble des stagiaires, y compris ceux faisant l'objet d'un parcours de formation adapté tenant compte de leur expérience professionnelle antérieure. L'avis porté par le jury sur l'aptitude à la titularisation doit tenir compte de façon équilibrée de l'ensemble des avis précités. L'avis littéral de chaque évaluateur doit être cohérent avec l'avis porté sur la titularisation ou la non titularisation du stagiaire.

## **1.2 Entretien avec le stagiaire et accès du stagiaire aux avis**

L'entretien au cours duquel le jury doit entendre tous les fonctionnaires stagiaires pour lesquels il envisage de ne pas proposer la titularisation donne lieu à un compte rendu.

Le stagiaire « a accès, à sa demande, à la grille d'évaluation, aux avis et au rapport du tuteur susmentionnés ». Il convient de veiller à lui laisser un délai suffisant pour prendre connaissance des pièces de son dossier afin qu'il prépare l'entretien avec le jury. Un récépissé des documents consultés est remis au stagiaire et un autre est conservé par les services.

## **1.3 Délibération et avis motivé du jury de titularisation**

La délibération du jury doit être formalisée par un procès-verbal signé par le président avec mention de son identité et de sa qualité de président. Après délibération, le jury établit la liste des stagiaires qu'il estime aptes à être titularisés.

Les avis défavorables à la titularisation prononcés doivent être suffisamment motivés et faire apparaître clairement qu'au cours de son stage, le stagiaire n'a pas fait suffisamment preuve des aptitudes nécessaires à l'exercice de la profession de psychologue au sein de l'éducation nationale (évaluation de l'aptitude professionnelle) et/ou les raisons qui ne permettent pas de valider sa formation (défaut d'implication, compétences non acquises, insuffisances au regard des attentes relatives aux attendus exigés en formation.

En cas d'avis défavorable à la titularisation à l'issue de la première année de stage, le jury doit impérativement donner son avis motivé sur l'intérêt, au regard de l'aptitude professionnelle, d'autoriser le stagiaire à effectuer une seconde et dernière année de stage. Le jury doit motiver de manière claire et précise les raisons l'amenant à considérer qu'une seconde année de stage ne serait pas de nature à permettre au stagiaire de corriger les insuffisances constatées.

## **2) Modalités de titularisation des psychologues de l'éducation nationale stagiaires et dossier d'évaluation et de titularisation**

En application de l'arrêté du 23 août 2017, le recteur compétent « prononce la titularisation au vu des propositions du jury ». Il peut autoriser le stagiaire à accomplir une deuxième et dernière année de stage. « Il transmet au ministre les dossiers des stagiaires qui n'ont été ni titularisés ni autorisés à accomplir une seconde année de stage et qui sont, selon le cas, licenciés ou réintégrés dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine s'ils avaient la qualité de fonctionnaire ».